



DÉCISION DU MAIRE N° 2025-019

Contrat de prestations de taxis-danseurs

Prise en application de la délibération n°22-14-04 du 1^{er} octobre 2022

La Maire,

Vu Le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération du conseil municipal n°22-14-04 du 1^{er} octobre 2022 portant délégation des compétences au Maire,

Considérant que la ville souhaite proposer une animation dansante lors du repas festif de printemps organisé pour les seniors

D É C I D E

ARTICLE 1 :

La signature d'un contrat de prestation avec l'association « sortir danser », résidant au 39 rue Auguste Renoir, 78400 Chatou, représentée par Monsieur Patrice REINHARD, président, dans les conditions décrites dans le contrat.

ARTICLE 2 :

La prestation aura lieu le mardi 13 mai 2025 de 12h à 17h aux terrasses du golf d'Ableiges situé à Chaussée Jules César 95450 Ableiges.

ARTICLE 3 :

Le montant de la prestation s'élève à la somme totale de 170 € TTC pour 1 taxi-danseur.

ARTICLE 4 :

Les crédits relatifs au paiement sont inscrits au budget communal de l'année 2025.



ARTICLE 5 :

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du Maire et communication en sera faite aux membres du Conseil municipal.

ARTICLE 6 :

La Directrice générale des services et le comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Val d'Oise,
- Monsieur le comptable public,
- L'intéressé(e)

Fait à COURDIMANCHE, le lundi 10 mars 2025

Sophie MATHARAN

Maire de Courdimanche

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (Informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).